

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°2001060

M. Charles BLANC-GONNET
M. Clément BLANC-GONNET

Mme Viviane André
Rapporteuse

Mme Julie Holzem
Rapporteuse publique

Audience du 1^{er} février 2022
Décision du 1^{er} mars 2022

68-01-01

C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Grenoble

(5^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 13 février 2020, M. () et M. () , représentés par Me () , demandent au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 31 juillet 2019 par laquelle le conseil municipal de Beaufort a approuvé le plan local d'urbanisme de la commune en tant qu'elle a classé en zone Ub les parcelles I 198, 199, 201, 202, 1929 et 1930 ainsi que la décision née le 16 décembre 2019 rejetant leur recours gracieux ;

2°) de mettre à la charge de la commune de Beaufort la somme de 2 400 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- la chambre des métiers et la chambre de commerce et d'industrie n'ont pas été consultées, en méconnaissance des articles L. 153-16 et L. 132-7 du code de l'urbanisme ;
- le classement en zone Ub des parcelles I 198, 199, 201, 202, 1929 et 1930 est contraire aux objectifs du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) est entaché d'erreur manifeste d'appréciation.

Par un mémoire en défense enregistré le 15 mars 2021, la commune de Beaufort, représentée par Me () , conclut au rejet de la requête ou, à défaut, à la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme et à ce que soit mise à la charge des requérants la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir qu'aucun des moyens soulevés n'est fondé.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme ,
- les conclusions de Mme H ,
- et les observations de Me , représentant les : et Me , représentant la commune de Beaufort.

Considérant ce qui suit :

1. Par délibération du 31 juillet 2019, le conseil municipal de Beaufort a approuvé le plan local d'urbanisme de la commune. Les requérants ont formé un recours gracieux à l'encontre de cette décision, qui a implicitement été rejeté le 16 décembre 2019. Ils demandent désormais l'annulation de la délibération en tant qu'elle a classé en zone Ub les parcelles I 198, 199, 201, 202, 1929 et 1930 ainsi que celle de la décision née le 16 décembre 2019.

Sur les conclusions en annulation :

2. En premier lieu, aux termes de l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme : *« Le projet de plan arrêté est soumis pour avis : 1° Aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 (...) »*. Aux termes de l'article L. 132-7 du même code : *« (...) sont associés à l'élaboration (...) des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V. / Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers (...) »*.

3. Il ressort des pièces du dossier que la chambre de commerce et d'industrie de la Savoie a émis un avis sur le projet de plan local d'urbanisme arrêté le 16 octobre 2018 et que la chambre des métiers a été saisie pour avis par courrier reçu le 27 juillet 2018. Par suite, le moyen tiré du défaut de consultation de ces deux organismes doit être écarté.

4. En second lieu, les parcelles I 198, 199, 201, 202, 1929 et 1930 ont été classées en zone Ub. Il ressort tant du rapport de présentation que du règlement que cette zone a pour vocation principale l'habitat, que les entrepôts y sont interdits et que les constructions destinées à l'artisanat n'y sont autorisées que sous condition. En outre, le rapport de présentation mentionne que les auteurs du plan local d'urbanisme ont entendu éviter dans cette zone les dépôts, entrepôts et artisanats pouvant créer des nuisances en termes de flux et de bruit dans les secteurs d'habitat en les redirigeant vers les zones économiques Ue. Ces dernières zones correspondent quant à elles à celles « qui sont actuellement occupées par des activités économiques ou qui peuvent l'être et qui ont vocation à le rester », dans lesquelles sont autorisées toutes les activités du secteur secondaire et tertiaire. Par ailleurs, s'il ressort du rapport de présentation et du PADD que les auteurs du plan local d'urbanisme ont entendu poursuivre le confortement et le

développement du village d'Arêches comme un pôle d'habitat permanent et d'attractivité touristique, ils se sont également fixé pour objectifs de préserver l'emploi local et le dynamisme artisanal, de maintenir les zones et espaces d'activités existants et de diversifier les activités économiques. Dans ces conditions, et alors qu'elles sont exclusivement occupées par une scierie et situées à proximité immédiate d'une zone Ue au nord, le classement des parcelles litigieuses en zone Ub, à vocation principale d'habitat, est entaché d'erreur manifeste d'appréciation.

Sur l'application de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme :

5. Aux termes de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme : « Si le juge administratif, saisi de conclusions dirigées contre (...) un plan local d'urbanisme (...), estime, après avoir constaté que les autres moyens ne sont pas fondés, qu'une illégalité entachant l'élaboration ou la révision de cet acte est susceptible d'être régularisée, il peut, après avoir invité les parties à présenter leurs observations, surseoir à statuer jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe pour cette régularisation et pendant lequel le document d'urbanisme reste applicable, sous les réserves suivantes : 1° En cas d'illégalité autre qu'un vice de forme ou de procédure, pour (...) les plans locaux d'urbanisme, le sursis à statuer ne peut être prononcé que si l'illégalité est susceptible d'être régularisée par une procédure de modification prévue à la section 6 du chapitre III du titre IV du livre Ier et à la section 6 du chapitre III du titre V du livre Ier (...) ».

6. Compte tenu du vice retenu au point 4, qui ne justifie qu'une annulation partielle limitée au classement de six parcelles regroupées, et des impératifs d'une bonne administration de la justice, il n'y a pas lieu pour le tribunal de faire application des pouvoirs qu'il tire des dispositions de l'article L. 600-9 du code de l'urbanisme. En conséquence, la délibération du 31 juillet 2019 doit être annulée en tant qu'elle classe les parcelles I 198, 199, 201, 202, 1929 et 1930 en zone Ub. La décision née le 16 décembre 2019 doit être annulée dans la même mesure.

Sur les frais d'instance :

7. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge des requérants, qui ne sont pas parties perdantes dans la présente instance, une quelconque somme au titre des frais exposés par la commune de Beaufort et non compris dans les dépens.

8. En revanche, il y a lieu de mettre à la charge de la commune de Beaufort une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par les requérants et non compris dans les dépens.

DECIDE :

Article 1^{er} : La délibération du 31 juillet 2019 est annulée en tant qu'elle classe les parcelles I 198, 199, 201, 202, 1929 et 1930 en zone Ub. La décision née le 16 décembre 2019 est annulée dans la même mesure.

Article 2 : La commune de Beaufort versera aux requérants une somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. _____ et, à _____
à la commune de Beaufort.

Délibéré après l'audience du 1^{er} février 2022, à laquelle siégeaient :
M. Wyss, président,
Mme Barriol, première conseillère,
Mme André, première conseillère.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 1^{er} mars 2022.

La rapporteure,

Le président,

V. André

J.-P. Wyss

La greffière,

C. Jasserand

La République mande et ordonne au préfet de la Savoie en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

« Pour Expédition Conforme »
Le Greffier : P. MULLER

